



N° 5 - juillet 2014

Panorama au 4 juillet 2014

Éditorial

Début 2014, le solde commercial des volailles n'est plus excédentaire

Après un hiver particulièrement doux et pluvieux, la tendance du climat s'est inversée avec un temps sec et ensoleillé en mars, avril et juin. Seul le mois de mai a connu des températures et une pluviométrie proches des normales. Les abondantes réserves d'eau des sols disponibles fin février ont de ce fait rapidement baissé. Toutefois, la situation est nettement contrastée entre la moitié Est du pays où le déficit par rapport aux normales de la période mars-juin est de 40 à 50 % selon la zone et la moitié Ouest où il n'est que de 8 à 13 %. L'indice d'humidité des sols au 1^{er} juillet 2014 est particulièrement déficitaire par rapport à l'indice habituel à la même date sur la moitié Est du pays. (*Infos rapides Climatologie, juillet 2014*).

Pour les grandes cultures, après l'hiver doux et humide favorable au développement des cultures et à la reconstitution des réserves en eau des sols agricoles, les conditions relative-

ment sèches de mars, avril et juin ont précipité la maturité des céréales à paille et du colza. Les premières estimations de rendement font état de rendements globalement proches de ceux d'une année moyenne, et nettement supérieurs à ceux de l'an dernier pour le colza et l'orge d'hiver. Dans les régions de l'Est, la faible pluviométrie a toutefois pu perturber le remplissage des grains et engendrer du stress hydrique, pénalisant les rendements. (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juillet 2014*). La production d'herbe a quant à elle bénéficié d'un démarrage précoce grâce aux températures élevées jusqu'à fin avril. La croissance a ensuite ralenti avec la fraîcheur des températures de mai et, dans l'Est du pays, le manque de précipitations. Au 20 juin, la situation est très contrastée entre la moitié Ouest du pays où la production d'herbe est excédentaire et l'Est où les déficits sont importants – supérieurs à 25 % par rapport à une année moyenne sur de larges zones (*Infos rapides Prairies, juin 2014*).

La campagne des légumes de printemps est marquée par une nette avance des productions par rapport à celles de 2013 qui avaient été affectées par un printemps particulièrement froid. Cette avance du calendrier et des rendements plutôt en hausse ont fortement déprimé les prix qui reculaient en mai, selon l'Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), de 21 % par rapport à ceux de mai 2013 et de 11 % par rapport à la moyenne des cinq derniers mois de mai. En juin la situation s'est améliorée. Les prix sont désormais proches du niveau de la moyenne quinquennale de juin, en recul modéré (– 10 %) sur ceux exceptionnels de juin 2013. Les productions sont en hausse mais la demande paraît suffisante, notamment pour la tomate, le concombre, les salades et le melon. En revanche la fin de la campagne des légumes d'hiver est difficile avec des prix toujours en net recul par rapport à la moyenne quinquennale (*Infos rapides Légumes, juin et juillet 2014*).

La douceur des températures hivernales et printanières a favorisé la production de cerises, d'abricots et de pêches qui progresserait très nettement par rapport à l'an dernier, au niveau français, comme au niveau européen. Il en est de même pour la fraise qui bénéficie de plus d'une extension de ses surfaces, notamment sous serre. Ce fort potentiel s'est doublé d'un calendrier précoce entraînant en juin des prix en net recul sur ceux de l'an dernier, pour les fruits à noyau. Par rapport à une année moyenne, le recul est plus modéré. Pour la fraise, la situation est plus délicate, notamment pour la variété Gariguet, l'abondance de l'offre et la concurrence des autres fruits entraînant une chute des prix bien au-dessous de la moyenne des cinq derniers mois de juin (*Infos rapides Fruits, juin et juillet 2014*).

En mai, le prix des vins d'appellation continue d'afficher une hausse très nette sur un an. Cette hausse, proche de 24 % en mars et avril, a atteint 26 % en mai. Elle s'inscrit dans un contexte de très faibles récoltes en 2012 et 2013 – exceptionnellement faibles en ce qui concerne les vignes d'appellation – et de réduction des stocks en 2013. La hausse pour les vins avec indication géographique de provenance (IGP) ou sans indication est plus modérée, de 7,6 % sur un an pour le mois de mai. Elle est plus importante pour les vins sans IG (+ 12 %).

Les productions d'animaux de boucherie sont relativement réduites sur les quatre premiers mois de 2014. La baisse sur un an de la production bovine se modère toutefois. La baisse des abattages sur les quatre premiers mois est tempérée par la hausse du solde commercial des bovins vivants (brouillards essentiellement), notamment à destination de l'Espagne. Les prix des bovins poursuivent leur baisse sur un an, à l'exception toutefois des veaux de boucherie et des bovins maigres. Pour les ovins, l'évolution de la production sur un an est marquée par le positionnement de la fête de Pâques en avril cette année alors qu'elle s'était

située en mars l'an dernier. Cela a accentué la baisse tendancielle de la production au premier trimestre de cette année. Malgré une production en hausse spectaculaire sur un an en avril, la production recule de 4 % sur les quatre premiers mois 2014. Sur cette même période, la production porcine progresse légèrement sur un an, grâce à un alourdissement des animaux abattus. Les abattages reculent toutefois en mai. Les prix des porcins à la production confirment désormais leur embellie d'avril avec la compensation de l'embargo russe sur la viande porcine européenne par les difficultés de production et d'exportation des USA (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Porcins, juin 2014*).

Pour les viandes de volailles, la production baisse sur un an au début de l'année 2014. Les abattages de janvier à mai reculent (- 4,7 % en tonnage, par rapport à l'année précédente). La situation est contrastée suivant les espèces : les tonnages de canard gras progressent (+ 3,3 %), ceux de poulet baissent de 5,5 % et ceux de dinde de 6,2 %.

Le fort recul sur un an des exportations constaté de janvier à mars (- 20 %), se réduit en avril, du moins sur le poulet jusque-là fortement touché par la suppression des restitutions à l'exportation pour les ventes sur le Moyen-Orient. Avec des importations en hausse pour satisfaire une consommation plutôt en progression, le solde du commerce extérieur de viandes de volailles devient quasiment nul sur les quatre premiers mois de l'année. Les prix demeurent néanmoins inférieurs de 7 % en mai par rapport à ceux de mai 2013 (*Infos Rapides Aviculture, juin 2014*).

Principal producteur de foie gras mondial, la France voit encore sa production se réduire en 2013, mais moins fortement qu'en 2012, tout en préparant sa reprise en 2014. En 2013, la consommation intérieure continue de baisser comme la production. À l'inverse, l'excédent commercial progresse en tonnage et en valeur. Les expor-

tations baissent vers l'Union européenne et augmentent vers les pays tiers. De nouveaux clients apparaissent, suite aux actions de promotion de l'interprofession, mais les volumes exportés vers ces pays sont pour l'instant limités. Les importations sont en forte baisse, notamment depuis la Bulgarie et la Hongrie, principaux fournisseurs de la France en foie gras de canard et d'oie (*En 2013, léger repli de la production de foie gras dans un contexte morose, Aviculture n° 2014/244, juillet 2014*).

La diminution des productions animales s'accompagne d'une baisse des fabrications d'aliments composés en 2014, malgré la forte demande en aliments concentrés pour les vaches laitières sur les cinq premiers mois de l'année. La fabrication d'aliments pour les porcins et les ovins reste orientée à la baisse dans le sillage de la production animale. La production d'aliments pour poulet, dont la hausse entre 2010 et 2013 avait limité le repli des aliments pour volailles, recule suite aux difficultés rencontrées par la filière sur le marché du grand export (*Début 2014, la production d'aliments composés reste orientée à la baisse, Moyens de production n° 2014/245, juillet 2014*).

La collecte laitière ralentit sa progression sur un an en mai selon les résultats provisoires de la nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer (+ 6 % contre + 10 % en avril). Les prix à la production continuent à être incitatifs (+ 9,5 % entre mai 2013 et mai 2014 pour le prix du lait standard) mais il est vrai que la reprise de la collecte avait commencé dès mai 2013 à la suite d'un début de remontée des prix en avril (*Infos Rapides Lait, juillet 2014*).

En mai, le recul sur un an du prix d'ensemble des produits agricoles s'accroît légèrement (- 5,2 % après - 4,7 % en avril). Les fortes baisses sur un an des prix des céréales et des oléagineux se sont creusées à nouveau à la suite de perspectives de récolte plutôt favorables. Les cours de la pomme de

terre ont accru le phénomène avec une véritable chute en fin de campagne. Cette accentuation n'a été que partiellement compensée par une augmentation de la hausse des vins et des œufs sur un an. (*Infos Rapides Prix agricoles et alimentaires, juillet 2014*).

Le prix d'achat des moyens de production agricole est quant à lui resté stable par rapport au mois précédent. C'est essentiellement le fait du ralentissement de la hausse du prix des engrais et amendements. Le recul du prix de l'énergie et des lubrifiants s'est prolongé et celui des aliments pour animaux s'est maintenu au même niveau qu'en avril 2014. Sur un an, le recul du prix d'achat des intrants s'est ainsi atténué (- 2,9 % après - 3,2 % en avril)

mais il reste encore assez fort pour l'Otex hors-sol (- 6,7 %) (*Infos rapides Moyens de production, juillet 2014*).

Malgré l'accroissement des difficultés des productions de viande, la production globale des IAA marque une légère reprise au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, rompant avec le recul sur un an constaté tout au long de 2013. Cette légère hausse résulte de la reprise de la production des *boissons*, des *produits laitiers*, des *huiles et graisses animales et végétales* et des « *autres produits alimentaires* ». Le chiffre d'affaires est stable en raison d'un léger retrait des prix dû à la baisse des cours des matières premières céréalières et oléagineuses

(*Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère, sur un an, Industries agroalimentaires n° 2014/246, juillet 2014*).

L'excédent commercial des IAA du premier trimestre 2014 a fléchi sur un an, l'excédent des boissons se rétractant. Il se maintient toutefois sur les cinq derniers mois, grâce à la bonne tenue des exportations de produits laitiers. En revanche l'excédent commercial des produits bruts continue de se dégrader. La baisse des cours des céréales, mais aussi des légumes, tire la valeur des exportations vers le bas. Il s'agit du dixième mois consécutif où l'excédent en produits agricoles bruts se dégrade. (*Infos Rapides Commerce extérieur, juillet 2014*).

Paul Casagrande
et les rédacteurs des Infos
rapides et Synthèses

Sommaire des synthèses

Synthèses

En 2013, léger repli de la production de foie gras dans un contexte morose <i>Aviculture</i>	7	<i>C. Pendariès</i>
Début 2014, la production d'aliments composés reste orientée à la baisse <i>Moyens de production</i>	13	<i>B. Edan</i>
Au 1 ^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an <i>Industries agroalimentaires</i>	21	<i>H. Bouhalli</i>

Organismes et abréviations 27

Pour en savoir plus 29

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 3/4, juillet 2014	<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Animaux de boucherie - Bovins, n° 6/11, juin 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 6/11, juin 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 6/11, juin 2014	<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 7/11, juillet 2014	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 1/6, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Cerise, n° 3/3, juillet 2014	<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Chicorée, n° 1/5, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Chou-fleur, n° 4/6, juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 7/12, juillet 2014	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 7/12, juillet 2014	<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 3/5, juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 2/4, juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>
Endive, n° 5/5, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Fraise, nos 3 et 4/4, juin/juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 5/10, juillet 2014	<i>A. Renaud</i>
Lait, n° 5/12, juillet 2014	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 1/6, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Melon, n° 1/5, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Moyens de production, n° 7/10, juillet 2014	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Pêche, n° 3/5, juillet 2014	<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Poireau, n° 1/5, juin 2014	<i>P. Arnoux</i>
Pomme, n° 2/6, juillet 2014	<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Prairies, n° 3/7, juin 2014	<i>L. Grassart</i>
Prix agricoles et alimentaires n° 7/10, juillet 2014	<i>P. Casagrande</i>
Stocks Pomme-Poire, n° 9/10, juin 2014	<i>L. Bernadette/V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 3/6, juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

[Retour éditorial](#)

En 2013, léger repli de la production de foie gras dans un contexte morose

Producteur principal de foie gras mondial, la France voit encore sa production se réduire en 2013, mais moins fortement qu'en 2012. La consommation intérieure continue également de baisser. À l'inverse, le solde commercial progresse en tonnage et en valeur. Les exportations baissent vers l'Union européenne et augmentent vers les pays tiers. De nouveaux clients apparaissent, suite aux actions de promotion de l'interprofession, mais les volumes exportés vers ces pays sont pour l'instant limités. Les importations sont en forte baisse, notamment depuis la Bulgarie et la Hongrie, principaux fournisseurs de la France en foie gras de canard et d'oie. Début 2014, les abattages de canards à gaver repartent à la hausse.

La production française est en baisse en 2012 et 2013

Les abattages de canards à gaver se réduisent à compter de 2012. La production de foie gras (canards et oies) suit la même tendance à la baisse, mais moins fortement en 2013 qu'en 2012 (-0,6 % contre -4%). Le développement de la production de ce produit festif a subi un coup d'arrêt lors de la crise économique de 2008-2009. La production a ensuite repris, augmentant en 2010 et 2011. Depuis 2012, elle subit un nouveau coup d'arrêt qui pourrait correspondre aux difficultés économiques persistantes ou à un palier plus structurel dans le développement du marché du produit.

Le poids moyen des foies gras (canard et oie) produits en France s'est réduit de 17 % de 2000 à 2013, passant de 638 grammes à 527 grammes. Les producteurs ont en effet cherché à se

rapprocher le plus possible du poids optimum qualitatif du foie gras de canard, qui fluctue entre 500 et 550 grammes. En 2013, le poids moyen a progressé de 9 grammes, ce qui explique le moindre repli de la production.

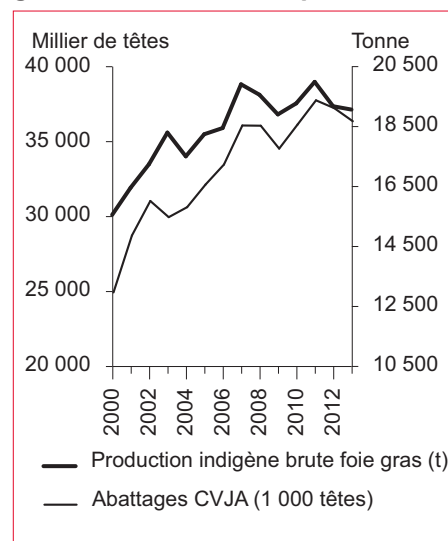
La consommation française de foie gras des ménages ralentit également en 2013

En 2013, la consommation française de foie gras (canard et oie) calculée par bilan (production - exportations + importations - variation de stocks estimée) est en baisse (-3%) par rapport à l'année 2012, passant de plus de 18 600 tonnes à 18 300 tonnes. En 2013, les français ont consommé près de 280 grammes de foie gras par personne, en moyenne.

Les mesures effectuées par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer auprès d'un panel de consommateurs

indiquent un recul de 5,6 % en volume et de 4,5 % en valeur, par rapport à

Les abattages de canard et d'oie à gaver et la production de foie gras sont en baisse depuis 2012



Source : Agreste (Enquête auprès des abattoirs et Statistique Agricole Annuelle)

2012. Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation à la fête de la Saint-Martin en novembre semblent montrer momentanément leurs limites sur la désaisonnalisation des achats.

Ces opérations, mises en place pour la première fois en 2009, ont pour but d'étaler les périodes de consommation de foie gras en dehors des fêtes de fin d'année en remettant au goût du jour la fête de la Saint-Martin qui voyait traditionnellement le retour du foie gras sur les marchés, vers le 11 novembre. Même si la progression des achats réalisés au mois de novembre se fait essentiellement aux dépens des achats réalisés au mois de décembre, la volonté de désaisonnaliser la consommation de foie gras en-dehors de la période festive trouvait là un début de succès.

En 2013, la part des achats réalisés en novembre perd un point par rapport à l'année précédente au profit des achats d'octobre et les volumes vendus en novembre sont en repli de plus de 9 % par rapport à novembre 2012 (contre une baisse de 5,6 % pour l'ensemble de l'année : 8 120 tonnes en

2013 au lieu de 8 600 tonnes en 2012). La baisse moins forte de la consommation globale calculée par bilan que celle des ménages estimée par panel peut être liée à une meilleure tenue des achats dans la restauration hors foyer ou à des variations de stocks qui échapperaient au calcul par bilan. Aucun dispositif ne permet de suivre actuellement l'utilisation du foie gras pour la restauration et la transformation industrielle.

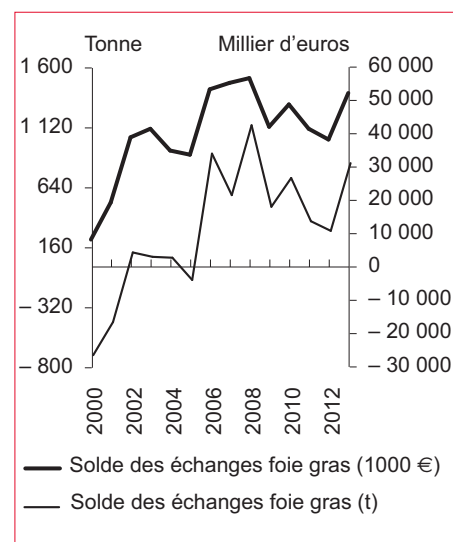
L'excédent commercial français de foie gras progresse fortement en 2013, notamment sous l'effet du repli des importations

En 2013, l'excédent des échanges de foie gras atteint 52,2 millions d'euros, en progression de 36 % par rapport à 2012. Les exportations progressent de 4,6 millions d'euros (+ 4,6 %), sous l'effet de la hausse du prix moyen de plus de 7 %, alors que les quantités exportées se réduisent de 2,6 %. Les importations diminuent de 9,4 millions d'euros (- 15 %) et de près de 700 tonnes, alors que le prix moyen est quasi stable entre 2012 et 2013.

Des exportations françaises de foie gras en léger repli en volume, mais en forte progression en valeur

En 2013, les exportations de foie gras en volume sont globalement en baisse par rapport à 2012. Seuls les envois de foies gras crus de canards progressent de près de 3 %.

Le solde commercial du foie gras en valeur reste très élevé en 2013



Source : DGDDI (Douanes)

La saisonnalité des achats se modifie peu en 2013

En % des ventes annuelles

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Proportion des ventes janvier	8	8	7	9	6	8
Proportion des ventes février à septembre	21	19	22	21	22	20
Proportion des ventes octobre	5	6	5	5	6	7
Proportion des ventes novembre	12	13	14	14	16	15
Proportion des ventes décembre	54	54	51	51	50	50

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2013, les exportations de foie gras progressent en valeur quelle que soit la présentation

Exportations		2012	2013	Évolution 2013/2012
Masse en tonnes	Total foies gras	4 833	4 709	- 2,6 %
	dont foies gras crus d'oies	230	222	- 3,7 %
	dont foies gras crus de canards	2 041	2 100	+ 2,9 %
	dont foies gras transformés	2 562	2 387	- 6,8 %
Montant en milliers d'euros	Total foies gras	99 578	104 169	+ 4,6 %
	dont foies gras crus d'oies	4 887	5 112	+ 4,6 %
	dont foies gras crus de canards	46 449	49 514	+ 6,6 %
	dont foies gras transformés	48 243	49 543	+ 2,7 %

Source : DGDDI (Douanes)

À l'inverse, les envois progressent en valeur, quelle que soit la catégorie, car les prix au kilo du foie gras exporté sont tous en hausse depuis 2012. Les plus fortes progressions concernent, d'une part, le prix moyen du foie de canard cru frais ou réfrigéré (+ 4,3 %) qui représente près du cinquième du volume exporté, et d'autre part, le prix moyen des préparations à base de foie gras (+ 10%) pour plus de la moitié du volume exporté. Les prix à l'exportation ont été revalorisés suite à l'évolution du marché et cela a permis de compenser l'augmentation du coût de l'aliment des canards.

Les exportations baissent vers l'Union européenne et progressent vers les pays tiers

Au sein de l'Union européenne, les ventes se replient fortement (- 17 %) vers le principal acheteur de foie gras français, l'Espagne, sous l'effet probable des conséquences de la crise économique qui touche ce pays. La plupart des principaux clients européens de la France réduisent aussi leurs achats, dans un contexte économique globalement morose, à l'exception de la

Belgique qui augmente ses importations de foie gras de près de 100 tonnes en 2013.

Vers les pays tiers, le principal client de la France pour le foie gras reste le Japon dont les achats progressent encore en 2013. À l'exception d'une forte réduction de ses importations de foie gras en 2009 suite à la découverte d'un cas faiblement pathogène d'influenza aviaire en France, puis d'une nouvelle baisse en 2011 suite à la catastrophe de Fukushima, cette destination reste la plus importante au sein des pays tiers. En revanche, la Suisse, 2^e client le plus important, réduit de près de 100 tonnes ses importations de foie gras français.

L'interprofession du foie gras (CIFOG) encourage le développement des exportations vers les pays émergents où le pouvoir d'achat augmente, et qui peuvent être séduits par les produits symboliques de la gastronomie française, notamment le foie gras. Parmi ces pays se trouvent Hong-Kong, Singapour, la Thaïlande, les Émirats Arabes Unis et le Brésil, qui amplifient leurs achats en 2013 sur des

volumes variant de 20 à 200 tonnes. Le Canada et l'Australie augmentent également leurs importations de foie gras français de 2012 à 2013, avec des volumes de transaction moindres.

La conquête de nouveaux marchés s'inscrit dans le long terme. Pour l'instant, les volumes exportés vers ces nouvelles destinations sont relativement réduits comparativement à ceux vendus à des clients plus anciens, comme la Suisse ou le Japon.

Les catégories sont différentes suivant les destinations : environ 2/3 des foies gras expédiés au sein de l'Union européenne sont des produits transformés, à destination des consommateurs finaux, contre environ un tiers de foie gras crus (canard ou oie).

À l'inverse, près de 3/4 des foies gras vendus aux pays tiers sont crus contre un peu plus d'un quart de foie gras transformé. Contrairement aux ventes à destination de l'Union européenne, la cible privilégiée ici est la restauration, au sein des pays de l'Asie ou de l'Océanie.

En 2013, les importations françaises de foie gras se replient fortement en volume et en valeur

En 2013, les importations françaises de foie gras en tonnage se réduisent de près de 15 % (670 tonnes de moins) par rapport à 2012, toutes présentations confondues. En valeur, la réduction est encore plus forte (plus de 15 %). Seule la valeur des foies gras transformés (oie et canard) augmente, mais sur des volumes particulièrement réduits (3 % du total en 2013).

Les fournisseurs traditionnels de la France en matière de foie gras sont la Bulgarie et la Hongrie. En 2013, les achats français depuis ces deux pays sont en repli.

La Bulgarie réduit ses ventes de foies gras crus de canard de 8 % en volume (- 230 tonnes) et de 3 % en valeur (près d'un million d'euros en moins). Les importations françaises de foie d'oie et de foie transformé bulgares restent très minoritaires.

La Hongrie fournit quant à elle à la France des volumes comparables de foie gras de canard et d'oie (respectivement 460 tonnes et 610 tonnes en

En 2013, repli des exportations de foie gras vers l'Espagne, mais progression vers la Belgique et le Japon

Exportations françaises de foie gras de canard et d'oie en tonnes	2012	2013	Évolution en tonnes	Évolution en %
MONDE	4 833	4 709	- 125	- 3
Union européenne	3 212	3 030	- 182	- 6
dont Espagne (y compris Canaries)	1 704	1 418	- 285	- 17
Belgique	702	805	103	15
Royaume-Uni	192	184	- 7	- 4
Allemagne	186	175	- 12	- 6
Italie	79	73	- 6	- 8
Danemark	41	35	- 7	- 16
Pays-Bas	35	35	0	- 1
Portugal	28	21	- 7	- 25
Pays tiers	1 621	1 679	57	4
dont Suisse	435	341	- 94	- 22
Japon	487	584	97	20
Hong-Kong	155	142	- 13	- 8
Singapour	56	82	26	47
Thaïlande	56	75	19	35
Russie	46	36	- 10	- 21
Canada	45	54	9	20
Émirats arabes unis	41	49	9	22
Brésil	19	20	1	5
Australie	14	25	10	72

Source : DGDDI (Douanes)

2013). Ces ventes sont en forte baisse depuis 2012 : pour le foie gras d'oie, 87 tonnes de moins pour une réduction de 4,5 millions d'euros et pour le foie gras de canard, 350 tonnes en moins pour une perte de 4,6 millions d'euros. Les importations de foie gras bulgare et hongrois constituent une véritable variable d'ajustement du marché français. L'anticipation de la baisse de la consommation de foie gras sur le ter-

ritoire national, conséquence des difficultés économiques, est à l'origine de cette réduction des achats auprès de nos fournisseurs habituels de foie gras cru de canard et d'oie.

Début 2014, les abattages de canard gras repartent à la hausse

Pour les cinq premiers mois de 2014, les volumes de canard à gaver abat-

tus sont en hausse de plus de 4 % par rapport à la même période en 2013. Les exportations françaises de foie gras progressent de plus de 3 % de janvier à avril en glissement annuel, tandis que les importations se replient de 3 %.

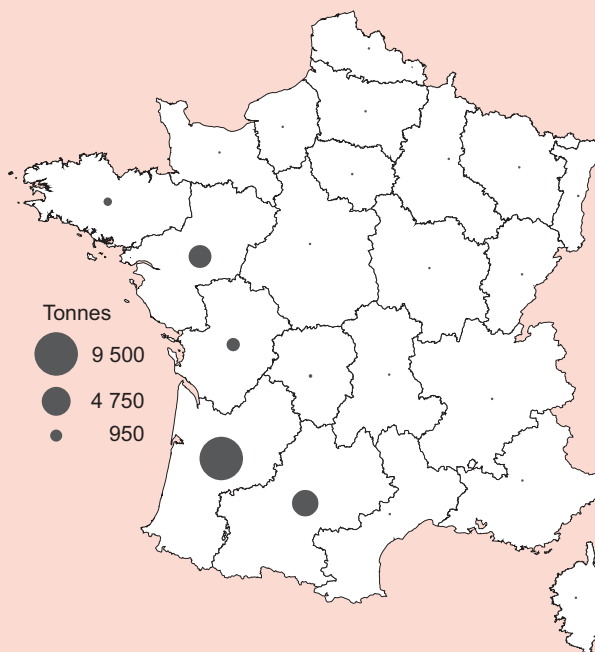
En 2013, la production française de foie gras reste très majoritairement concentrée dans le Grand-ouest (97,3 % du volume total).

Historiquement, le Sud-ouest est la principale région de production, et

notamment l'Aquitaine qui concentre à elle seule près de la moitié de la production du pays. D'autres régions comme la Bretagne, le Poitou-Charentes et les Pays de la Loire se sont progressivement positionnés sur ce marché.

Selon le CIFOG qui se base sur les estimations des différents pays producteurs, la production mondiale de foie gras (canard et oie) s'établit à 26 400 tonnes en 2013, en légère baisse par rapport à 2012. La production européenne est très largement majoritaire avec 25 300 tonnes. La France se place en tête des pays producteurs avec 19 070 tonnes, suivie par la Bulgarie avec 2 620 tonnes, la Hongrie avec 2 600 tonnes et l'Espagne (800 tonnes) qui a progressivement développé sa production. La France reste également le premier pays de consommation du foie gras au monde avec 70 % environ des volumes consommés. L'Espagne, la Belgique, le Japon et la Chine sont les autres principaux pays consommateurs.

La production de foie gras se concentre dans le Grand ouest



Source : Agreste - Production SAA

En 2013, les importations de foie gras se réduisent en volume et en valeur

Importations		2012	2013	Évolution 2013/2012
Masse en tonnes	Total foies gras	4 538	3 870	- 14,7 %
	dont foies gras crus d'oies	735	654	- 11,1 %
	dont foies gras crus de canards	3 664	3 098	- 15,4 %
	dont foies gras transformés	139	118	- 14,7 %
Montant en milliers d'euros	Total foies gras	61 315	51 946	- 15,3 %
	dont foies gras crus d'oies	15 566	11 137	- 28,5 %
	dont foies gras crus de canards	44 349	38 911	- 12,3 %
	dont foies gras transformés	1 399	1 899	+ 35,7 %

Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- Consommation calculée par bilan : elle est égale à production – exportations + importations – variation de stocks. Les stocks privés ne sont peut-être pas appréhendés dans leur intégralité. Cette imprécision peut jouer sur le calcul de la consommation.
- L'enquête ADEPALE (Association Des Entreprises de Produits ALimentaires Elaborés) réalisée par délégation du SSP, collecte des données relatives (en volume et en valeur) aux fabrications françaises commercialisées.

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur l'aviculture sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - DISAR - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de volailles sont en baisse depuis début 2014 », Infos rapides Aviculture n° 7/11, juillet 2014
- « En 2013, la consommation de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet », Synthèses Aviculture, n° 2014/234, mars 2014
- « Chute du cours français de l'œuf en 2013, liée à une surproduction en France et dans l'Union européenne », Synthèses Aviculture, n° 2013/223, octobre 2013
- « La production française de foie gras ralentit en 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/216, juillet 2013
- « Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013 », Synthèses Aviculture, n° 2013/211, juin 2013
- « Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/204, mars 2013

Retour éditorial

Début 2014, la production d'aliments composés reste orientée à la baisse

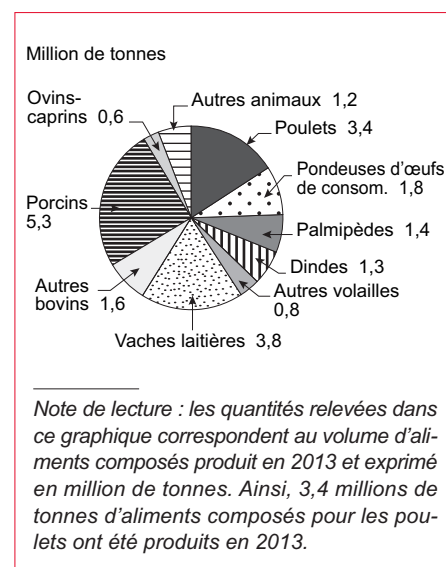
La production nationale d'aliments composés pour les animaux de ferme devrait reculer en 2014 malgré la forte demande en aliments concentrés pour les vaches laitières sur les cinq premiers mois de l'année. Cette forte demande s'inscrit dans un contexte de prix élevé du lait et de sous-réalisation des quotas laitiers incitant les éleveurs à poursuivre l'intensification de la production laitière. De plus, avec la perspective de sortie des quotas en avril 2015, les effectifs de vaches laitières ont arrêté de baisser en 2013 pour la première fois en cinq ans. À l'inverse, la fabrication industrielle d'aliments pour les porcins et les ovins-caprins reste orientée à la baisse dans le sillage des productions animales correspondantes. La production d'aliments pour poulets, dont la hausse limitait le repli des aliments pour volailles entre 2010 et 2013, recule également en 2014 suite notamment aux difficultés rencontrées sur le marché du poulet grand export.

L'alimentation des animaux de ferme comprend des fourrages grossiers (fourrages annuels et prairies) et des aliments concentrés (céréales, tourteaux, ...). Plus de la moitié de l'alimentation concentrée est incorporée dans les aliments composés produits par les fabricants d'aliments du bétail, le reste étant directement fourni aux animaux à la ferme à partir de matières premières achetées ou produites sur place.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2014, la production d'aliments composés en France métropolitaine pour les animaux de ferme a diminué sur un an de 1,4 %, la forte demande en aliments concentrés industriels pour les vaches laitières (+ 6 %) ayant atténué la baisse marquée de la fabrication d'aliments à destination des poulets (- 7 %) et des porcs à l'engrais (- 6 %).

Depuis le niveau record de 23,3 millions de tonnes atteint en 2001, la production d'aliments composés est globalement orientée à la baisse (- 0,5 % par an en moyenne), conséquence notamment du recul des productions animales de dindes et de porcins et de la réduction des indices de consommation en lien avec les progrès dans la conduite d'élevage. En 2007 et 2008, elle a néanmoins connu un net sursaut dans un contexte marqué par le dynamisme de la collecte laitière, la flambée des prix des céréales, l'épizootie de la fièvre catarrhale ovine et l'éradication de l'épidémie d'influenza aviaire. Après le repli sensible de 2009 marquant un retour à la normale, la production d'aliments composés a diminué très légèrement. En 2013, elle s'est maintenue à 21,1 millions de tonnes avec, pour la

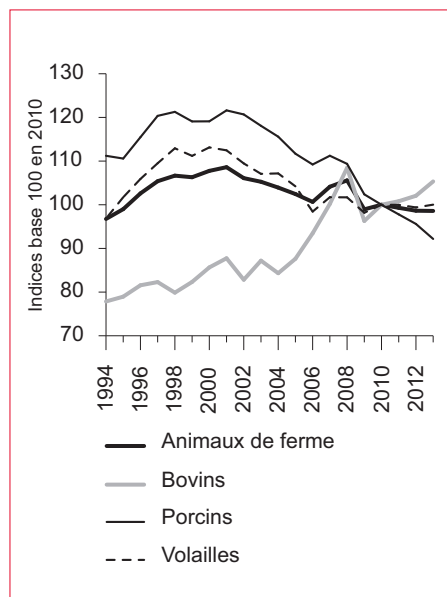
En 2013, les aliments bovins dépassent les aliments porcins pour la 1^{re} année



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

première année, un volume d'aliments bovins supérieur au volume d'aliments porcins, qui s'explique en partie par le dynamisme de la collecte de lait qui a renforcé la demande en aliments concentrés pour les vaches laitières.

De 2010 à 2013, la hausse des ventes d'aliments pour les bovins compense la baisse de celles pour les porcins



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Depuis 2010, la hausse des aliments pour bovins compense la baisse des aliments pour porcins

La situation est néanmoins contrastée selon les espèces. Pour les volailles, à la forte baisse enregistrée entre 2000 et 2006 (-2,6 % par an), en lien avec la baisse de la production ponctuée en 2006 par la crise de l'influenza aviaire, a suivi une période de quasi-stabilité (+0,2 % par an entre 2006 et 2013). En effet, depuis 2007, la forte baisse enregistrée pour les aliments dindes (-5 % par an) est contrebalancée par la reprise des aliments poulets (+2,0 %). Pour les porcins, la production d'aliments est fortement orientée à la baisse (-2,1 % par an entre 2001 et 2013) dans le sillage de la production porcine. Quant aux ruminants, la fabrication industrielle d'aliments augmente sensiblement pour les bovins à compter de 2005 sous l'effet conjugué d'une demande croissante des vaches laitières de 2006 à 2013 et de besoins importants pour les autres bovins de 2005 à 2008 ainsi qu'en 2013. À noter qu'entre 2010 et 2013, la moitié de la croissance des ventes d'aliments composés pour bovins est issue de la croissance des aliments mash (voir rubrique source et définitions). Cet ali-

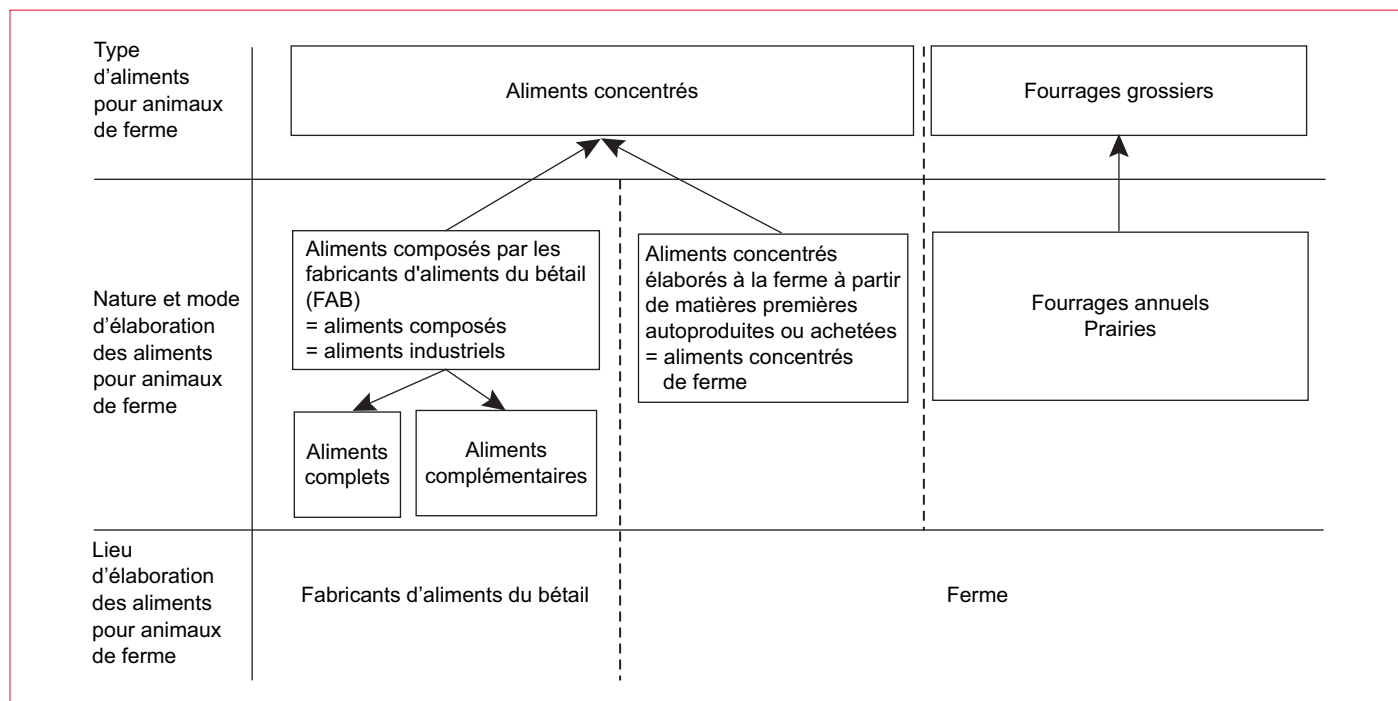
ment, qui se définit comme un mélange complexe de matières premières en l'état, est destiné aux animaux à forte capacité d'ingestion. Le mash, qui a d'abord été une réponse au déficit de confiance envers le secteur de l'alimentation animale qu'ont traversé les éleveurs au moment de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), s'est fortement développé ces dernières années, notamment en cas de période sèche pour pallier un déficit fourrager. Le volume de leurs ventes a ainsi progressé de 10 % par an entre 2009 et 2013 et représente près de 15 % des ventes d'aliments pour bovins en 2013.

Les aliments pour poulets, qui limitaient la baisse des aliments pour volailles entre 2010 et 2013, reculent également en 2014

En raison de la forte intégration de la filière avicole, l'aliment acheté ou produit à la ferme a une importance réduite : alimentation composée et production suivent quasiment les mêmes évolutions en particulier pour la volaille de chair.

Pour la dinde, les ventes d'aliments suivent fidèlement la baisse de la

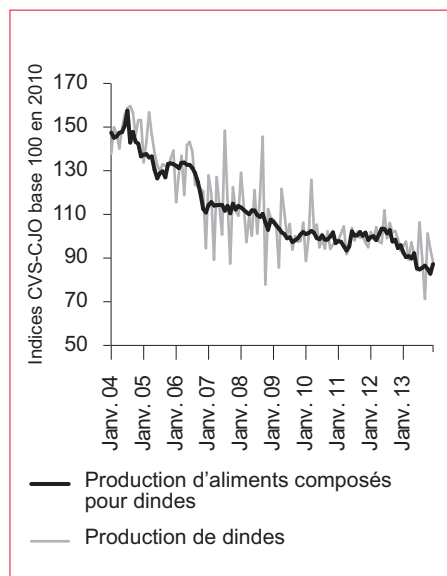
Lieu d'élaboration des différents types d'aliments pour animaux de ferme



production, les utilisations directes d'aliments concentrés à la ferme étant quasi nulles et le type de production ayant peu évolué.

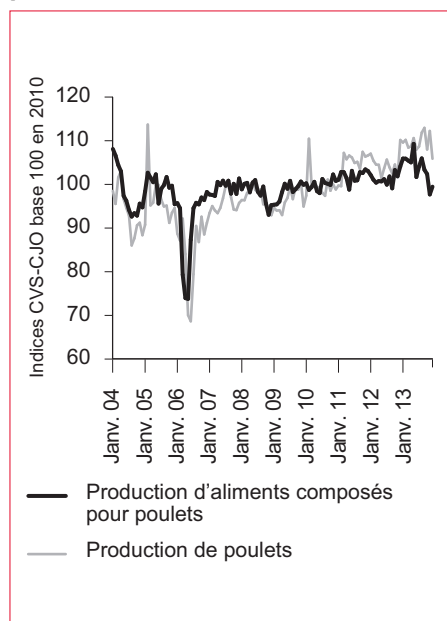
Pour le poulet, la hausse de la production est amortie par rapport à celle des animaux, entamée après la crise de l'influenza aviaire. C'est sans doute

Baisse conjointe de l'alimentation et de la production de dindes



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

La production d'aliments pour poulets s'oriente à la baisse fin 2013



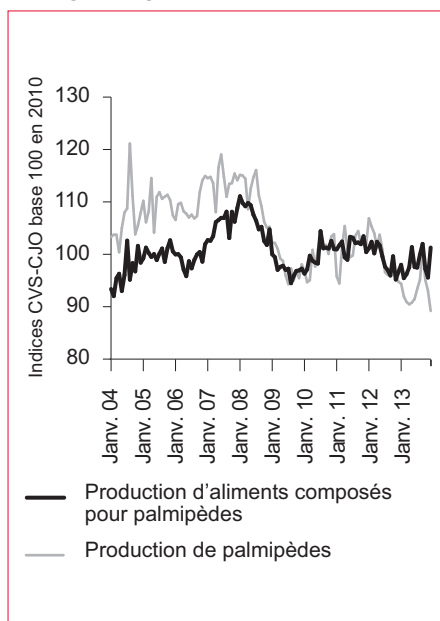
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

essentiellement en lien avec un indice de consommation (IC) qui s'est réduit ces dernières années suite aux progrès réalisés en conduite d'élevage (sélection des souches, alimentation, ...). L'indice de consommation global pour les poulets a d'autant plus diminué que la part des poulets labels, d'indice plus important (IC de 3,15 en 2013 - Source Institut Technique de l'Aviculture) s'est réduite entre 2006 et 2013 au profit du poulet standard (IC d'1,8, y compris poulet export).

Entre 2004 et 2013, la quantité d'aliments composés par tonne de palmipède – canard et oie – produit augmente régulièrement contrairement à ce qui se passe pour le poulet : le développement des palmipèdes gras, qui ont un indice de consommation beaucoup plus élevé que les palmipèdes à rôtir, s'étant fortement ralenti depuis 2003, il semble que la raison principale soit que le taux de pénétration des aliments industriels ait progressé entre 2004 et 2013.

En 2014, la fabrication industrielle d'aliments pour volailles de chair devrait diminuer sensiblement car les ventes d'aliments poulets sont en train de reculer suite notamment aux difficultés rencontrées sur le marché du poulet

Les ventes d'aliments composés pour palmipèdes reculent moins vite que la production



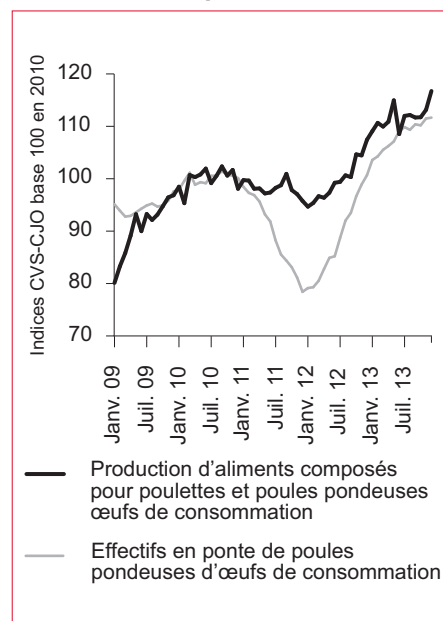
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

grand export (*La production de volailles est en baisse au 1^{er} trimestre, Aviculture, n° 6/11, juin 2014*). En cumul de janvier à mai, les ventes d'aliments pour volaille reculent de 2,6 % par rapport à 2013 sous l'effet de la baisse de 7 % des ventes d'aliments pour poulets.

Hausse sensible de l'alimentation composée des poules pondeuses d'œufs de consommation

La production française d'œufs de consommation est estimée à partir d'un modèle de prévision basé sur l'estimation du nombre de pondeuses en activité auxquelles sont appliquées un profil et une durée de ponte aussi proches que possible de la réalité. En 2011, l'effectif en ponte de poules pondeuses d'œufs de consommation se serait replié de 10 % en 2011 puis encore de près de 3 % en 2012 avant de rebondir de 22 % en 2013. Les baisses successives des années 2011 et 2012 s'expliquent en grande partie par la nécessité pour les élevages de se mettre en conformité avec la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1^{er} janvier 2012 (*Chute du cours français de l'œuf en 2013 liée à une surproduction en France et*

Entre 2010 et 2013, + 12 % pour l'alimentation composée contre + 8 % pour les effectifs de pondeuses



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

dans l'Union européenne, *Aviculture*, n° 2013/223, octobre 2013). Sur cette période, la production d'aliments pour poules pondeuses d'œufs de consommation, a enregistré des évolutions annuelles moins marquées notamment en 2011 et 2013. Néanmoins, si l'on compare 2013 à 2010, la production d'aliments composés et le nombre de poules en ponte progressent dans des proportions équivalentes.

En 2014, la production d'aliments composés est stable sur les cinq premiers mois par rapport à 2013, bien que les effectifs de pondeuses soient encore orientés à la hausse au 1^{er} semestre.

Le recul de l'alimentation composée pour porcins se poursuit

À l'exception d'une reprise pendant la flambée des cours des matières premières de 2007-2008, contexte ayant favorisé un plus grand recours ponctuel aux achats d'aliments composés au détriment de la fabrication d'aliments à la ferme (*Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet, Moyens de production*, n° 2010/107, mars 2010), la production d'aliments composés pour porcins recule tendanciellement depuis 2004, - 2,4 % par an entre 2004

et 2013. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse : développement de la fabrication d'aliments à la ferme à partir de matières produites ou achetées, progrès en zootechnie et baisse de la production porcine depuis 2011.

Interrompue en 2007-2008, la tendance au développement de la fabrication à la ferme a repris depuis. Pour l'engraissement des porcs, le volume des aliments complémentaires, destiné aux élevages produisant leurs aliments pour porcs charcutiers, a progressé en moyenne de 6 % par an entre 2009 et 2013 tandis que, dans le même temps, celui des aliments complets a diminué de 4 %. La part des aliments complémentaires au sein des fabrications d'aliments composés pour porcs à l'engrais est passée ainsi de 11 % à 16 % entre 2009 et 2013.

Autre facteur à l'origine de la baisse sensible enregistrée par le secteur porcine ces dernières années : les progrès en zootechnie, notamment la diminution de la quantité d'aliments nécessaires à la production de viande avec le développement de l'alimentation « multiphase », qui consiste à distribuer des aliments différents à chaque stade de croissance du porc, adaptés à ses besoins du moment, les transitions entre deux aliments se faisant progressivement. Cette pratique, qui repose sur un suivi précis de l'élevage au quotidien, concourt à une optimisation des consommations d'aliments et donc à une réduction de la production d'aliments composés.

De plus, après une période de stabilité entre 2004 et 2010, la production porcine diminue depuis 2011, - 1,5 % par an. En 2014, la production porcine française se replierait de 3,1 % en France (*En France, la production porcine serait en baisse en 2014, Animaux de boucherie*, n° 1/2, avril 2014).

Le recul de la demande d'aliments composés pour porcins devrait donc se poursuivre en 2014 malgré l'incertitude qui pèse sur le marché mondial suite à la fermeture du marché russe pour les viandes porcines européennes depuis fin janvier et à l'épizootie de diarrhée épidémique porcine qui sévit aux États-Unis et au Canada. Sur

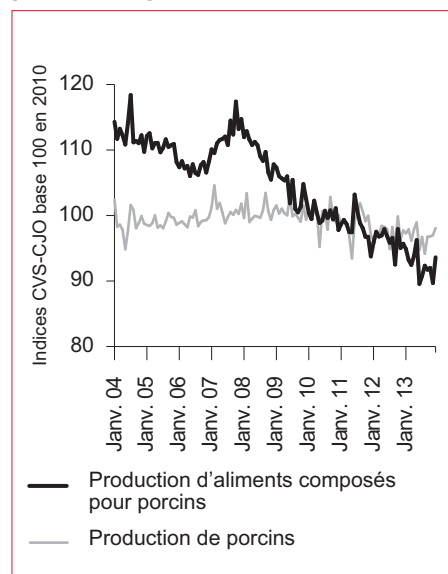
les cinq premiers mois de l'année 2014, elle diminue de 4,4 % par rapport à 2013.

L'alimentation des vaches laitières toujours orientée à la hausse

Depuis 2005, la production d'aliments composés pour vaches laitières est sensiblement orientée à la hausse (+ 3,5 % par an en moyenne) quand dans le même temps la collecte a progressé dans une moindre mesure (+ 0,7 % par an). Cette hausse plus dynamique des aliments s'explique par l'intensification progressive de la production de lait, le cheptel des vaches laitières ayant diminué sur cette période. En dehors des épisodes de sécheresse, le volume de fourrage grossier consommé par une vache laitière étant relativement stable, la hausse de la quantité produite de lait par vache a été soutenue intégralement par l'augmentation des quantités d'aliments concentrés dans leur alimentation.

Au cours de la dernière décennie, deux épisodes se distinguent : la campagne 2007/2008 et l'année 2011. Sur la campagne laitière 2007/2008, la demande d'aliments composés a fortement augmenté pour maximiser la production de lait. Pour bénéficier du prix de vente élevé du lait, les éleveurs ont reporté les réformes de vaches laitières et augmenté les rations d'aliments concentrés de leurs animaux en production. Il est également probable que la flambée des prix des matières premières ait accentué ce phénomène en favorisant l'intérêt économique des aliments composés. Quant à l'année 2011, elle a compté parmi les années les plus sèches que la France ait connues au cours des cinquante dernières années à la faveur d'un printemps exceptionnellement sec (le plus sec depuis au moins 1959). Par conséquent, après un creux en avril lié à la mise à l'herbe précoce, la production d'aliments composés pour les vaches laitières a augmenté fortement en mai et juin pour répondre à un besoin accru de complémentarité de l'alimentation en raison du manque d'herbe causé par la sécheresse. À partir de juillet, la demande a de nouveau reculé suite à la reprise de la pousse d'herbe après

Baisse continue de la production porcine depuis fin 2007



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

la sécheresse printanière mais également à la baisse d'effectifs due à l'accélération des abattages et des ventes d'animaux.

Depuis la fin de l'année 2013, dans un contexte de sous-réalisation des quotas laitiers et de conjoncture de prix favorables (*Une fin de campagne laitière 2013/2014 dynamique, Lait, n° 3/12, avril 2014*), la collecte de lait de vache augmente sensiblement, toujours soutenu par un recours accru à l'alimentation composée. À moyen terme, la production d'aliments composés devrait continuer d'augmenter dans la perspective de sortie des quotas laitiers en avril 2015, le cheptel de vaches laitières n'ayant pas baissé en mai 2013, pour la première fois depuis 5 ans.

Rebond en 2013 de la production d'aliments pour autres bovins

De 2004 à l'été 2009, la production de bovins et la demande en aliments ont évolué différemment : de 2004 à 2008, la production totale bovine française a diminué de 1,5 % par an.

Cette baisse moyenne sur la période s'est accentuée au cours de la campagne de commercialisation 2007/2008 en raison de l'extension de la fièvre catarrhale ovine (FCO) à l'ensemble du territoire réduisant de fait les sorties de bovins. Dans le même temps, la production d'aliments composés a sensiblement augmenté, en particulier en 2005 suite à l'épisode de sécheresse et de l'été 2007 au printemps 2008 en raison d'un supplément d'animaux à nourrir à la ferme pour cause de FCO. Une fois levées les restrictions de mouvements imposés par les règles européennes de protection sanitaire contre la FCO, la production bovine s'est nettement redressée (+ 4 % par an en 2009 et 2010) – hausse des abattages et développement de la demande à l'exportation de bovins vivants et de viande bovine – et la demande d'aliments s'est réduite suite à ces sorties plus nombreuses.

Entre l'été 2009 et l'été 2012, la demande en aliments composés a suivi globalement la même tendance que la production de bovins mais a été

particulièrement marquée par l'épisode de sécheresse de 2011 à l'instar de la demande en aliments composés des vaches laitières.

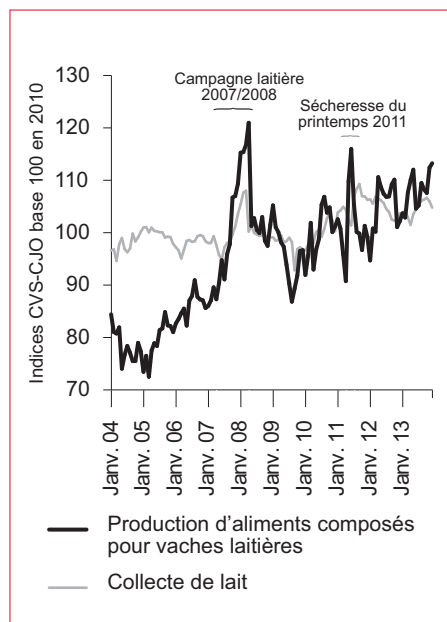
En 2013, la production bovine a poursuivi son recul entamé au 2nd semestre 2011 tandis que la production d'aliments s'est redressée (+ 3,3 %) compensant ainsi la moindre disponibilité d'herbe au 1^{er} semestre 2013. Ces tendances pour la production comme pour l'alimentation se prolongent sur les premiers mois de 2014.

Orientation à la baisse des aliments pour les ovins-caprins

Après avoir fortement baissé en 2008 et 2009 (- 9 % par an), en raison notamment de la FCO, la production d'ovins-caprins s'est légèrement redressée en 2010 puis plus fortement en 2011 en raison des abattages et ventes d'animaux anticipés suite à l'épisode de sécheresse. Elle est repartie à la baisse en 2012 et 2013 (- 5 % par an).

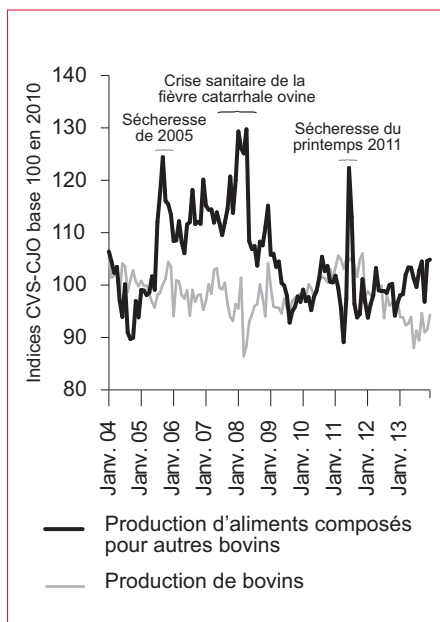
Entre 2004 et 2008, la production d'aliments pour ovins-caprins progressait

Intensification progressive de la production laitière



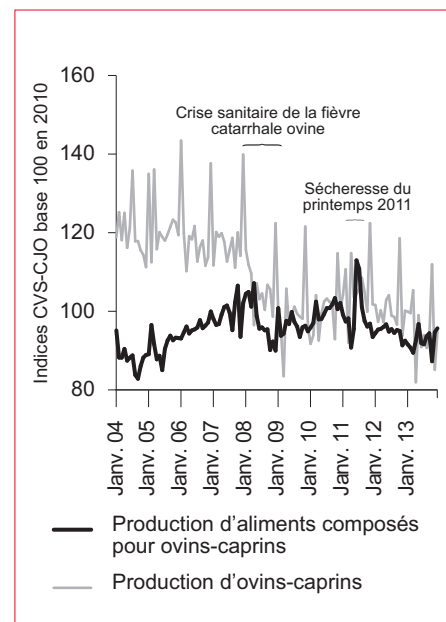
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

La production d'aliments composés pour les bovins (hors vaches laitières) progresse en 2013 malgré la baisse de la production bovine



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Depuis 2009, l'alimentation et la production d'ovins-caprins évoluent de concert



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

tandis que la production animale était orientée à la baisse, reflétant ainsi l'intensification de l'élevage (le cheptel à viande diminue sur la période alors que celui laitier, plus intensif, se maintient) et un recours réduit aux aliments de ferme. À partir de 2009, elles évoluent

à l'identique, exception faite des pics de production liés au positionnement différent chaque année dans le calendrier de la fête de l'Aïd el Kebir et de la fête de Pâques. En 2011, à l'instar des autres herbivores, la demande en aliments composés des ovins-caprins

a été particulièrement impactée par l'épisode de sécheresse qui a sévi en France. Depuis, elle est orientée à la baisse, tendance qui se confirme sur les premiers mois de 2014.

La demande en aliments composés semble peu élastique aux envolées de prix des matières premières

Les prix d'achats des aliments composés suivent en les amortissant les cours des matières premières. On pourrait donc s'attendre à ce qu'en période de forte hausse du cours des matières premières (céréales notamment), la demande d'aliments composés s'accroisse pour les espèces pour lesquelles la part de fabrication à la ferme est significative. En effet, il est alors relativement plus avantageux d'acheter des aliments composés pour nourrir ses animaux que de fabriquer son propre aliment à partir de matières premières disponibles sur le marché ou produites sur l'exploitation (ces dernières devenant plus intéressantes à vendre sur le marché).

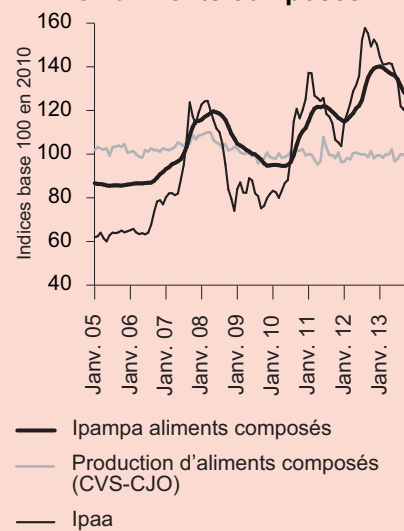
L'analyse conjointe des évolutions de l'lpaa (qui mesure le cours des matières premières entrant dans l'alimentation animale) et de l'indice de production d'aliments composés ne permet toutefois pas de mettre en évidence une forte sensibilité de la production d'aliments composés au cours des matières premières. Sur la période 2004-2013, marquée par trois flambées du cours des matières premières, ce phénomène n'est

significatif que sur la flambée de 2007-2008.

Ainsi en 2007-2008, le volume d'aliments composés utilisés par quantité de production animale produite a fortement augmenté pour les vaches laitières, les autres bovins et les porcins, une partie de cette évolution pouvant toutefois s'expliquer par d'autres facteurs. Concernant les vaches laitières, en plus de la flambée du prix des céréales, le contexte était marqué par le prix élevé du lait justifiant économiquement un recours accru aux aliments concentrés pour maximiser la production de lait. Pour les autres bovins, les difficultés de sortie des animaux en raison de la crise sanitaire de la fièvre catarrhale ovine, notamment les exportations de broutards et de jeunes bovins, ont renforcé la demande, l'engraissement à la ferme de ces animaux nécessitant plus de concentrés. Seule la production porcine n'a pas de connu d'évènement particulier sur la période susceptible d'expliquer la hausse du nombre de kg d'aliment composé par kg de viande produite, tout du moins en partie.

Lors des deux flambées suivantes, 2010-2011 et 2012, aucune évolution significative de la fabrication industrielle d'aliments n'a été constatée à l'exception de la période impactée par l'épisode de sécheresse du printemps 2011.

Pas d'impact visible des flambées du cours des matières premières 2010-2011 et 2012 sur la demande en aliments composés



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Production nationale d'aliments composés : Coop de France-nutrition animale - Syndicat National de l'Industrie de la nutrition Animale (Snia). On considère que le commerce extérieur est réduit à des flux transfrontaliers limités et donc que la consommation nationale est très proche de la production.
- Indice des prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale (Ipa) : La Dépêche/Le Petit Meunier
- Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste
- Production des animaux de boucherie : production indigène contrôlée (Pic) en tonnes-équivalent-carcasse (Agreste)
- Production de volaille : production indigène totale (Pit) en tonnes-équivalent-carcasse (Agreste).
- Collecte de lait : enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP pour les données antérieures à 2014 puis nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer pour les données 2014.

Définitions

- Mash : le mash est un aliment concentré destiné aux herbivores correspondant à un mélange de matières premières apparaissant telles quelles ou aplaties, n'ayant pas fait l'objet d'un broyage ou d'une granulation, et incorporant des fibres. La production totale de mash est incluse par convention dans la production d'aliments composés pour bovins, répartie entre les vaches laitières et les autres bovins au prorata de la production d'aliments composés pour ces deux espèces.

Méthodes

- Champ géographique : France métropolitaine
- Correction des variations saisonnières et des jours ouvrables : les indices mensuels de production d'aliments composés et de production animale sont corrigés des variations saisonnières (CVS) et des effets de jours ouvrables (CJO) pour rendre plus facilement interprétables les variations mensuelles de ces indices. L'estimation de ces effets a été menée avec le logiciel X12-Arima sous Demetra + (fourni par Eurostat).
- Production mensuelle nationale d'aliments composés : les chiffres mensuels de production nationale d'aliments composés ont été calculés en calant les données de l'enquête mensuelle auprès des entreprises produisant plus de 30 000 tonnes sur les données de l'enquête annuelle réalisée auprès de toutes les entreprises.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « L'alimentation animale, principale destination des productions végétales », Synthèses Moyens de production, mai 2013
- « Forte hausse des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012 », Synthèses Moyens de production, novembre 2012
- « Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet », Synthèses Moyens de production, mars 2010

Retour éditorial

Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an

Au 1^{er} trimestre 2014, la production des produits des industries alimentaires et boissons (IAA) se redresse légèrement par rapport au 1^{er} trimestre 2013, rompant avec le recul sur un an constaté tout au long de 2013. Cette légère hausse résulte de la reprise de la production des boissons, des huiles et graisses végétales et animales, des produits laitiers et des « autres produits alimentaires ». L'excédent commercial des IAA fléchit sur un an, l'excédent des boissons se rétractant. Le chiffre d'affaires est stable en raison d'un léger retrait des prix dû à la baisse des cours des matières premières céréaliers et oléagineux.

Redressement de la production des IAA au 1^{er} trimestre 2014

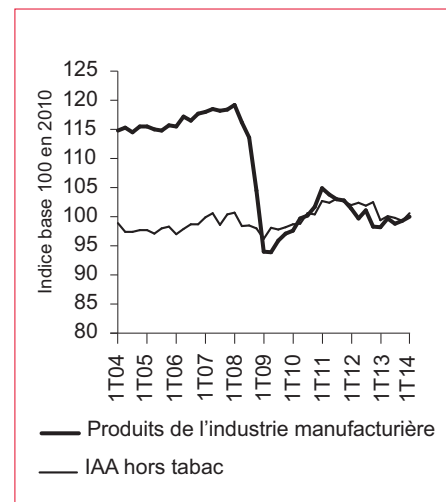
La production en volume des produits des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement augmenté entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014 (+ 0,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2013, elle s'était rétractée de 2,7 % par rapport à 2012. C'est la production de boissons qui a le plus contribué à la croissance de la production globale. La production des industries alimentaires, s'est quant à elle repliée, mais moins vivement qu'en 2013 (- 1,3 % sur un an au 1^{er} trimestre 2014 contre - 2,4 % entre 2012 et 2013) grâce à la reprise des huiles et graisses végétales et animales, des produits laitiers et des « autres produits alimentaires ». L'excédent commercial des IAA, en valeur, est en retrait, comme les trimestres précédents (- 2 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014) tout en res-

tant supérieure à l'excédent de 2011. Le montant des exportations s'est établi à 10,1 milliards d'euros (+ 1 %) et celui des importations à 8,4 milliards d'euros (+ 1 %). Le recul de l'excédent en boissons contribue, pour l'essentiel, à cette évolution. Les prix des IAA ont baissé début 2014 (- 0,6 % sur un an) pour la première fois depuis 2010, en raison notamment du repli des cours des céréales et oléagineux. Le chiffre d'affaires des IAA a été affecté par ce repli des prix. Il a seulement progressé de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2014 par rapport au 1^{er} trimestre 2013, soit un rythme inférieur à celui de 2013 (+ 2,4 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013).

La consommation des produits des IAA a diminué légèrement entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de produits ali-

mentaires, boissons et tabac, consommés par les ménages ont diminué

Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA s'est redressée sur un an

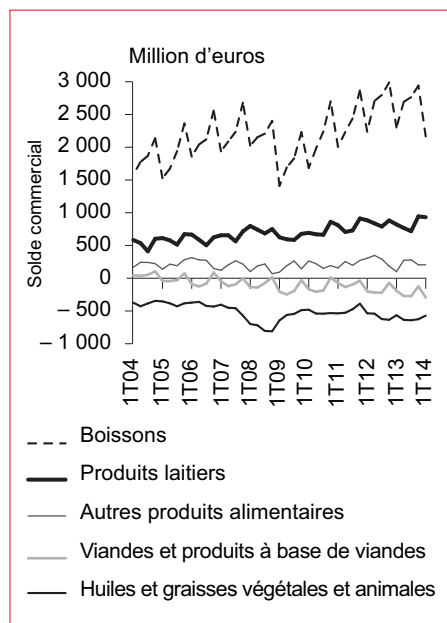


Sources : Insee et Agreste - indice de la production industrielle (IPI) CVS et CJO

légèrement. Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – la consommation a été quasi équivalente.

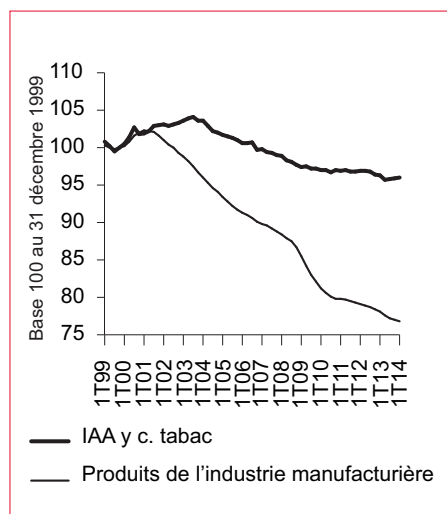
Les IAA au sens large (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-

Creusement du déficit commercial des viandes au 1^{er} trimestre 2014



Sources : DGDDI (Douanes) - données brutes

L'érosion de l'emploi salarié a ralenti dans les IAA début 2014



Source : Insee - emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

pâtisserie) emploient 546 800 salariés, soit 1 500 de moins qu'au 1^{er} trimestre 2013 (- 0,3 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, le recul sur un an de l'emploi salarié a été plus important, touchant 46 100 emplois (- 1,6 %). Fin mars 2014, l'industrie manufacturière employait 2,8 millions de salariés.

Reprise de la production de bière

Au 1^{er} trimestre 2014, la production de boissons (non compris les vins) a vivement augmenté par rapport au 1^{er} trimestre 2013 (+ 11 %). Cette progression est la plus importante de l'ensemble des (IAA). L'un des facteurs de cette augmentation a été la forte progression de la production de boissons rafraîchissantes (+ 35 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014). Le climat du début d'année 2014 a favorisé la consommation de ce type de boissons. Un autre facteur a été la hausse de 44 % de la production de bière (contre - 20 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013). En effet, cette production avait beaucoup chuté début 2013 à cause de la hausse des droits d'accises intervenue au 1^{er} janvier, anticipée par la production fin 2012. Les autres principaux secteurs des boissons ont été également en hausse (boissons

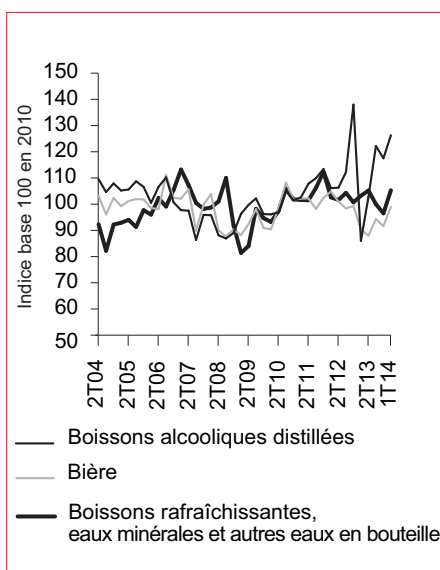
alcooliques distillées, champagnes et mousseux), bien que de façon moins marquée.

Entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014, les prix des boissons se sont accrus de 2,5 % et le chiffre d'affaires de 4,6 %. L'excédent commercial des boissons a poursuivi son recul entamé au 3^e trimestre 2013 (- 6 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014) mais il est resté à un niveau élevé. Les exportations de vins ont notamment diminué de 10 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014, en lien entre autres avec la faiblesse des deux dernières récoltes. Cependant, cette baisse fait suite à une hausse très importante des exportations de vins entre 2010 et 2012 (+ 24 %). Ainsi, au 1^{er} trimestre 2014, les exportations de vins sont encore restées élevées. Par ailleurs les exportations de champagne ont progressé à nouveau sur un an et celles de boissons alcooliques distillées ont régressé moins fortement.

Hausse de la production des huiles raffinées

La production des huiles et graisses végétales et animales a encore progressé (+ 5 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014), participant aussi à la reprise de la production des IAA. Cette augmentation est portée par la production d'huile raffinée (+ 15 %). La faible récolte française de colza a été doublement compensée. Tout d'abord, la mobilisation des stocks de graines et la hausse de leurs importations ont permis de maintenir le niveau de l'activité de trituration et donc de la production d'huiles brutes. Les importations d'huiles brutes ont également augmenté alors que les quantités exportées d'huiles et graisses diminuaient (resp. + 11 % et - 5 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014) alimentant l'activité de raffinage. Le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est donc légèrement creusé. Dans le sillage des cours des céréales et des oléagineux, en repli depuis l'automne 2013, les prix des huiles et graisses végétales et animales ont nettement diminué (- 13 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014), entraînant le repli du chiffre d'affaires (- 12 %).

Reprise de la production des boissons



Source : Insee - indice de production industriel (Ipi) CVS-CJO

Demande mondiale de lait dynamique

Les produits laitiers ont accru leur production de 1,7 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. Dans un contexte de hausse du prix du lait et de stabilisation du prix des aliments pour vaches laitières, les producteurs ont relancé la production. Ainsi les capacités d'exportations ont été plus fortes améliorant l'excédent commercial (+ 13 %). Plus particulièrement, les exportations de lait en poudre entier et de lait en poudre écrémé se sont envolées (resp. + 47 % et + 94 %), répondant à une demande chinoise ferme. La hausse du chiffre d'affaires s'est accélérée grâce à des niveaux de prix élevés et une production dynamique. D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a continué de reculer au 1^{er} trimestre 2014 par rapport au 1^{er} trimestre 2013, recul entamé en 2013 mais de manière moins vive. Les achats de lait de consommation liquide ont diminué de 2 %. Cependant, ceux du beurre ont augmenté de 4,5 % et ceux de crème fraîche de + 6,4 %.

Progression de la production de cacao, de chocolat et confiserie

La production des « autres produits alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a progressé de 1,8 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. Cette progression est tirée essentiellement par les productions de cacao, de chocolat et confiserie (+ 11 %), et les aliments homogénéisés et diététiques. L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'est fortement amélioré, en raison de la forte hausse des exportations vers l'Asie et le Moyen-Orient des aliments adaptés à l'enfant, aliments diététiques et autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupes, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...). Toutefois, le chiffre d'affaires des « autres produits alimentaires » a été stable, en raison de la baisse des prix (*Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française, Industries agroalimentaires n° 2011/168, décembre 2011*).

Détérioration du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes

Dans le prolongement de l'année 2013, la production des viandes et produits à base de viandes a encore diminué entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. Cette diminution est due en partie à la baisse de la production de viande de volailles (- 7 %). L'année 2013 a été marquée par la suppression des restitutions à l'exportation intervenue à partir de juillet entraînant un recul de la production de viande de volailles fin 2013 qui s'est poursuivi début 2014. Cette suppression s'est également ressentie sur le commerce extérieur de l'ensemble des viandes et produits à base de viandes. Les exportations de viandes de volailles se sont ainsi beaucoup réduites, conséquence entre autres, du fort repli des ventes de poulet export au Moyen-Orient. Les importations ont augmenté de 4 %. Les prix et le chiffre d'affaires ont aussi reculé entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, au 1^{er} trimestre 2014, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile ont été supérieurs à ceux du 1^{er} trimestre 2013, sous l'impulsion de la consommation

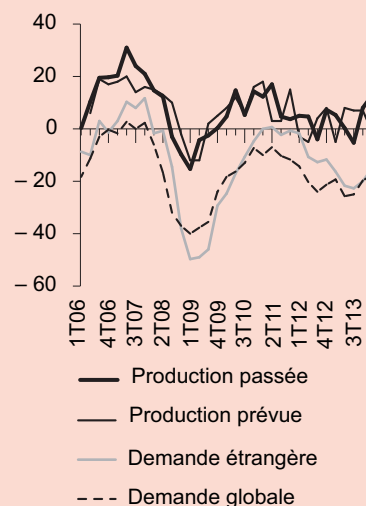
de viande de porc. Les achats de viandes de volailles ont diminué légèrement, de 1 %, notamment les achats de dindes et de canards.

Chute des prix des aliments pour animaux, produits du travail des grains et produits amylicés

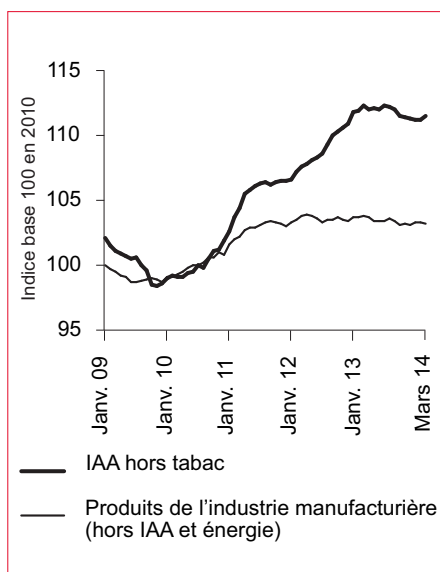
Dans la lignée des cours des céréales, les prix des produits du travail des grains et produits amylicés et des aliments pour animaux ont chuté, entraînant la baisse de leurs chiffres d'affaires. L'évolution de leurs productions a été contrastée ainsi que celle de leurs excédents commerciaux entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014.

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 1^{er} trimestre 2014, l'activité des IAA a augmenté. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, mais en progrès. Les perspectives personnelles de production du 2^e trimestre 2014 sont en hausse.

Au deuxième trimestre 2014, la production prévue augmenterait



Au 1^{er} trimestre 2014, baisse des prix des IAA dans le sillage des cours céréaliers



Source : Insee - indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

Les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

La production des produits amylacés s'est redressée (+ 3 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014) alors qu'elle s'était réduite sur l'année 2013. Celle des produits du travail des grains a diminué. Leur excédent commercial s'est toutefois dégradé, les exportations diminuant plus vite que les importations.

De son côté, la production d'aliments pour animaux de ferme a reculé en raison de la baisse de la production d'ali-

ments pour les poulets de chair et les porcins. L'excédent commercial des aliments pour animaux d'agrément s'est, quant à lui, amélioré grâce à une hausse des exportations et une baisse des importations.

Fort recul de la production de conserves de légumes

La production des produits à base de fruits et légumes s'est fortement

réduite entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014. La production de préparations et conserves de légumes a diminué de 21 % tandis que celle des préparations et conserves de fruits a augmenté de 4 %. Il faut toutefois souligner que l'essentiel de la production de légumes transformés a lieu entre les mois de juin et d'octobre et que la production du premier trimestre est peu significative et correspond surtout à la surgélation de choux-fleurs

Au 1^{er} trimestre 2014, légère hausse de la production des IAA sur un an

Évolution en %*	1 ^{er} trimestre 2014/1 ^{er} trimestre 2013					Année 2013/Année 2012				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	- 1,3	- 1,3	- 0,1	2,6	1,1	- 2,4	2,2	2,2	1,8	4,1
Viandes et produits à base de viandes	- 3,6	- 1,0	- 2,0	- 8,7	- 0,2	- 2,4	3,1	1,7	- 0,3	2,4
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 9,4	4,4	- 2,3	- 4,8	0,6	- 5,1	1,6	4,7	1,5	3,4
Produits à base de fruits et légumes	- 5,4	1,2	1,0	4,7	3,6	- 2,3	1,6	4,1	4,7	2,1
Huiles et graisses végétales et animales	5,0	- 13,2	- 12,0	- 11,1	- 3,3	- 0,9	2,7	- 7,0	- 11,6	- 0,8
Produits laitiers	1,7	4,2	8,1	12,5	11,5	- 0,6	2,4	3,4	3,9	12,6
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 0,7	- 10,8	- 4,6	- 4,1	- 2,8	- 3,2	4,5	3,9	2,3	4,5
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 2,8	0,6	- 0,2	- 0,2	- 1,2	- 4,0	0,8	3,3	7,0	4,6
Autres produits alimentaires	1,8	- 1,7	- 0,1	6,9	1,1	- 3,3	0,4	0,5	1,7	6,1
Aliments pour animaux	- 1,6	- 9,5	- 4,9	4,4	- 5,0	- 1,2	4,3	3,1	3,0	1,9
Boissons*	11,2	2,5	4,6	- 3,6	4,4	- 4,0	6,3	2,8	0,2	1,9
IAA hors tabac	0,5	- 0,6	0,4	1,0	1,0	- 2,7	2,9	2,3	1,3	3,9

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) ne sont pas toujours toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Un solde des échanges extérieurs en retrait au 1^{er} trimestre 2014

million d'euros

	Solde			
	1 ^{er} trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2013	2013	2012
Produits des industries alimentaires	- 456	- 554	- 2 282	- 1 562
Viandes et produits à base de viandes	- 294	- 193	- 862	- 714
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 632	- 618	- 2 715	- 2 610
Produits à base de fruits et légumes	- 571	- 556	- 2 302	- 2 304
Huiles et graisses végétales et animales	- 571	- 565	- 2 468	- 2 335
Produits laitiers	931	821	3 250	3 377
Produits du travail des grains et produits amylacés	287	304	1 253	1 257
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 107	- 112	- 394	- 410
Autres produits alimentaires	205	101	859	1 119
Aliments pour animaux	296	264	1 097	1 058
Boissons	2 166	2 301	10 700	10 733
IAA hors tabac	1 710	1 747	8 417	9 171

Sources : Douanes, SSP

et brocolis. Les volumes de chou-fleur transformé se situent 30 % au-dessous de ceux de l'hiver 2012-2013. Le déficit commercial s'est creusé entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014, du fait essentiellement de la hausse des importations de préparations et conserves de légumes. Les prix ont augmenté entraînant la hausse du chiffre d'affaires (*Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes*

creuse le déficit commercial, Industries agroalimentaires n° 2013/228, décembre 2013).

La production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires baisse encore

La baisse de la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2014, en glissement

annuel. La production des biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation, qui représentent 80 % du poste, a continué de reculer (- 5 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014). Le déficit commercial des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est amélioré grâce la diminution des importations. Les prix ont progressé au même rythme qu'en 2013 (+ 0,6 %). Le chiffre d'affaires est resté stable.

IAA 2011 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2011, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 81 000 entreprises et employaient 670 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 408 500 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entreprises agroali-

mentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 39 % chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 41 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 31 % de la valeur ajoutée et de 30 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2011

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombres d'unités légalés	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises alimentaires	80 994	670 675	756 176	351 198	19,3	50 014
Industrie agroalimentaire	15 846	375 739	408 497	156 522	19,9	29 687
Industries alimentaires	12 887	334 573	365 068	131 397	18,3	23 263
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 874	102 720	111 823	33 598	11,9	5 554
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	318	10 995	11 779	3 412	11,3	590
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 176	23 828	24 667	7 743	18,0	1 525
Fab. huile et graisse végétale & animale	213	2 791	2 970	4 140	27,3	394
Fabrication de prod. laitiers	1 958	52 537	56 464	27 219	19,4	3 726
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	512	13 150	14 418	7 191	44,4	1 432
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 658	41 419	46 707	10 084	14,1	2 511
Fabrication autres produits alimentaires	3 737	69 753	77 921	25 662	21,2	5 972
Fabrication d'aliments pour animaux	441	17 380	18 319	12 348	14,6	1 558
Fabrication de boissons	2 959	41 166	43 429	25 126	28,3	6 424
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	21 588	162 274	180 293	182 271	20,1	14 050
Artisanat commercial	43 560	132 662	167 386	12 404	0,3	6 277
Charcuterie	3 666	10 530	13 631	1 317	0,3	518
Cuisson de produits de boulangerie	4 281	7 947	9 024	779	0,2	321
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	28 747	93 446	119 388	8 215	0,1	4 445
Pâtisserie	6 866	20 739	25 343	2 092	1,4	994

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2011, traitement SSP (données définitives)

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les synthèses conjoncturelles IAA :

- « En 2013, la production des IAA s'est repliée », Synthèses n° 2014/238, avril 2014
- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré », Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 », Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait », Synthèses n° 2013/217, juillet 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste Primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste Primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes », Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 201

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Paul Casagrande
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr